



Communiqué de presse

Mohamed LAQHILA
Député des Bouches du Rhône

Notre jeunesse mérite mieux que ça !

Aix-en-Provence, vendredi 17 février 2023

Une semaine parlementaire s'est achevée.

Il en restera l'odeur de la haine des débats, comme si ce sentiment, poussé à l'extrême, prenait une matérialité physique.

Il est temps de revenir à un essentiel qui hélas, trop souvent disparaît derrière les hurlements et la fureur populiste !

Quelles sont les propositions des uns et des autres ?

Nous devons faire face à un déséquilibre démographique du système d'assurance des retraites par répartition pour les dix années à venir qui entrainera un déficit de 10 à 15 milliards d'euros par an.

Nous tenons à conserver notre système par répartition.

L'État abonde déjà les comptes, à crédit, de 30 milliards d'euros par an qui se rajoutent aux 100 milliards de dette annuelle atteignant 3000 milliards pour la France.

À croire que les Français se sont habitués à transférer le coût de leur niveau de vie sur les générations futures.

L'érosion de la « morale de paiement », la certitude que « tout est gratuit » ne s'expliquent pas uniquement par la mauvaise conjoncture qui induirait un défaut de paiement. Une modification des mentalités joue un grand rôle pour expliquer cet état de fait et particulièrement l'habitude prise de « vivre à crédit ».

Le débat dépasse donc la simple existence d'une cagnotte ou d'une ou deux années qui permettraient de financer le système pour des décennies. La réalité de ces éléments, mise en perspective avec une balance commerciale toujours négative, m'amène à penser que la solution est globale plus que conjoncturelle et dépend d'une politique affirmée de redressement économique. Nous la menons depuis 5 ans et ça marche. Jamais le chômage n'a été aussi bas, jamais nous n'avions implanté autant de nouvelles sociétés. Il faut continuer et optimiser l'ensemble des actions de l'Etat.

Pourtant, depuis deux semaines, on s'écharpe sur la manière d'éviter cette dette supplémentaire sans l'intégrer dans la nécessité de rétablir la balance économique de la France. Vaine fureur, colère dérisoire devant la réalité financière du pays.

À l'attractivité de la France, rendue possible par une diminution des taxations qui a permis de réindustrialiser, créer le travail et les emplois afférents, la « France indécente » oppose une surtaxation de ces entreprises ou du produit de leurs investissements. Le bâton plutôt que la carotte, la taxation plutôt que la baisse des impôts, la stagnation des salaires plutôt que l'intéressement et la participation. Il faut savoir que le produit du capital est déjà taxé à 30% en France, contre 21% en Espagne, 15% aux Pays-Bas, 25% en Belgique et en Italie, 26,5% en Allemagne. Pour équilibrer le système il faudrait multiplier par trois la part des prélèvements sociaux, portant la Flat-Tax de 30 à 64,4%...autant retirer toutes nos entreprises du marché Européen.

De l'autre côté de l'échiquier politique, pour relancer la natalité en France, ils ont inventé le « ventre magique » qui dans vingt ans apportera, malheureusement trop tard, des solutions à un problème contemporain sacrifiant, une nouvelle fois, la vie des femmes, leurs besoins humains d'émancipations et de réalisations, leur envie de choisir où, quand et comment procréer.

Encore plus populiste, comme si la surenchère n'avait pas de limite, leur proposition de retraite à 60 ans défie les lois de la comptabilité. Dans leur désir de séduire une société qui aspire au seul loisir ils repartissent non plus le fruit du travail mais le capital temps libre de la vie. Dans cette vision oisive, sans richesse partagée pour organiser sa retraite ce temps libre ne sera qu'un temps vide.

Jamais la société n'a changé aussi vite qu'au cours des dernières années. La révolution technologique a télescopé les crises économiques et écologiques, les changements politiques majeurs se sont mis en place, pourtant des avancées médicales et scientifiques sans précédent ont eu lieu ouvrant un champ de possible jamais imaginé en matière d'espérance de vie et de bonne santé.

En même temps, le niveau de vie moyen d'un retraité est plus élevé que celui d'un actif ! En quoi une telle situation serait révélatrice d'un système juste et équitable socialement ?

Où passe la grande idée de « répartition » et de « solidarité inter générationnelle » quand la solution n'est que la taxation de certains pour certains autres ? Que peut-on partager quand on est contre le travail, contre le profit, contre l'émancipation ?

Il est grand temps que collectivement nous nous attachions à donner un avenir enviable à notre jeunesse et à construire le monde qu'elle mérite, que nous fassions les efforts nécessaires et obligatoires pour arriver à financer nos services publics, nos retraites et notre transition énergétique.

Mohamed LAQHILA
Député des Bouches du Rhône